

# Une mondialisation à l'européenne

Lector univ. dr. Maria Grigore  
Universitatea Nicolae Titulescu  
Email: [mgrigore@univnt.ro](mailto:mgrigore@univnt.ro)

## Résumé :

*La position des pays européens, face à la mondialisation libérale et à l'hégémonie américaine, est à peu près connue et ne nécessite pas de longs développements, qu'ils s'agisse des Etats-membres de l'Union européenne ou des pays européens voire maghrébins voisins du bassin d'attraction de l'Union.*

*D'une façon générale, ces pays, qui sont des démocraties pluralistes, où les Etats centraux sont relativement peu directeurs, où sont implantées de puissantes entreprises multinationales, offrent toute la gamme des positions possibles face à la mondialisation en général, à la mondialisation libérale et à l'hégémonie américaine en particulier.*

## 1. INTRODUCTION

On ne peut pas considérer que la mondialisation est un bien ou un mal. C'est d'abord un fait. Toutes les observations scientifiques montrent que les phénomènes de la nature sont évolutifs, et qu'ils tendent en général à constituer des entités de plus en plus complexes, faites de l'agrégation fonctionnelle viable d'un nombre croissant de composants ou individus.

Il paraît donc vain de s'opposer à la mondialisation, même pour des raisons apparemment bonnes qui résulteraient en fait d'une analyse superficielle. On peut toujours le faire, certes, mais sans effets garantis, voire en produisant des réactions qui accélèrent le phénomène.

En matière de mondialisation, il ne faut pas se tromper de combat. Il ne faut pas se battre contre la mondialisation en soi ou même contre la compétition entre acteurs qui la fonde. Il faut se battre contre les entreprises économiques et financières qui profitent de la mondialisation pour renforcer leur domination sur le monde sans apporter les services correspondants. Il faut se battre aussi contre les Etats qui démissionnent face à ces entreprises, et ne cherchent pas à établir de nouvelles règles protectrices de l'intérêt général et du long terme, ceci dorénavant à l'échelle du monde. En d'autres termes, il va falloir réhabiliter une action publique adaptée aux besoins nés de la mondialisation.

L'expérience montre qu'il va falloir faire plus et plus difficile. Beaucoup d'observateurs commencent à dire que la lutte contre les effets pervers de la mondialisation doit viser à remettre en cause ce qui est derrière, à la fois comme facteur déterminant et comme conséquence, l'hégémonie des Etats-Unis. C'est la super-puissance américaine qui crée en fait la plupart des effets pervers de la mondialisation, en attirant à elle, qu'elle soit en phase de prospérité ou même comme actuellement, en phase de récession, toutes les valeurs ajoutées et les potentiels de développement du monde.

L'hégémonie américaine, à la vue de ces exemples, ne résulte pas seulement d'une conjonction de facteurs favorables, dans un processus de course à la super-puissance engagé dès la première guerre mondiale. Il résulte aussi d'une volonté délibérée, mais principalement confidentielle, des décideurs publics et privés américains pour se donner les moyens durables de dominer le monde.

Cette puissance a acquis, pour différentes raisons généralement honorables (travail, inventivité, sens de l'organisation, etc.) mais aussi en bénéficiant par tête d'habitant de ressources en espace et matières premières largement supérieures à celles du reste du monde, une position telle que ses administrations, ses laboratoires, ses entreprises peuvent en général l'emporter dans les compétitions avec leurs concurrents. Dans ces conditions, elle n'a que des avantages à tirer de la disparition des frontières géographiques et juridiques, ainsi plus généralement que des réglementations établies par les autres pour se défendre de ce qu'ils peuvent estimer être une concurrence inégale voire une agression contre leur mode de vie et

leur indépendance. Cette super-puissance prêchera donc un catéchisme libéral tout en poussant à l'élargissement géographique de sa sphère d'influence. Le libéralisme (laisser faire les initiatives privées) ne pourra que bénéficier à ses entreprises, capables de l'emporter sur leurs concurrentes par leur seule taille et compétitivité. La super-puissance sera donc favorable à la mondialisation libérale qui lui ouvre des terrains d'expansion à la mesure de ses capacités. Toute tentative pour ériger des barrières protectionnistes sera donc vigoureusement combattue, soit directement, soit par les institutions internationales où la super-puissance dispose d'une position dominante. Si cependant, dans certains secteurs, des entreprises étrangères se révèlent plus compétitives, cette super-puissance n'hésitera pas, puisqu'elle ne craint guère les mesures de rétorsions, de faire appel au protectionnisme le plus classique. Par ailleurs, la puissance publique, dans les domaines ou l'investissement privé ne se portera pas, faute de rentabilité à court terme, n'hésitera pas à investir elle-même massivement. C'est le cas dans les grands programmes militaro-industriels et scientifiques, dont les derniers en date, l'Initiative de défense anti-balistique et les projets d'exploration de Mars, auront d'importantes retombées. Comme la super-puissance est riche, elle peut financer par l'emprunt et l'impôt d'importantes dépenses publiques hors de portée des autres Etats.

La super-puissance ne peut donc se reposer entièrement sur le dynamisme de ses entreprises pour se protéger de la concurrence économique étrangère, et moins encore contre les mesures éventuelles de rétorsion des autres Etats. On vient de voir qu'elle peut être également à la merci de ces adversaires plus diffus, échappant aux Etats, que sont les internationales terroristes. Elle a besoin de mobiliser en permanence son potentiel étatique: diplomatie, armée, renseignement. C'est ce qu'elle appelait traditionnellement la politique du gros bâton (big stick policy). A ce stade, il n'est plus question de libéralisme, sinon dans les discours, du moins dans les faits. A quelque endroit du monde que la super-puissance estimera ses intérêts menacés, elle se donnera les moyens d'intervenir. Si elle ne se proclame plus guère le gendarme du monde, elle sera certainement décidée à être le gendarme sourcilieux de ses propres intérêts.

## **2. LES PAYS ENCORE REFRACTAIRES**

Quand on y réfléchit, il est étonnant de parler de mondialisation alors qu'à peu près les 4/5 du monde demeurent encore en dehors du phénomène. Les uns semblent décidés à s'en tenir à l'écart le plus longtemps possible, pour des raisons de puissance. Leurs Etats, encore très forts, disposant de pouvoirs quasi dictatoriaux, maintiennent les frontières fermées, tant au plan commercial et politique qu'en ce qui concerne l'accès aux réseaux de télécommunications. Certains contacts s'établissent cependant, sous le contrôle (légèrement desserré) des autorités, mais ils restent marginaux. C'est le cas de la Chine, des pays asiatiques voisins et, dans une certaine mesure encore, du Japon, qui n'est pas pleinement inséré encore dans l'économie libérale de libre-échange. Beaucoup de pays arabes entrent également dans cette catégorie.

D'autres pays sont plus ouverts politiquement et commercialement, mais de nombreuses raisons, notamment les traditions culturelles et familiales, quand ce n'est pas la pauvreté de nombreuses couches de la population, les tiennent relativement éloignés encore des influences dominantes. Cependant, potentiellement, ils sont très influencés, de facto, par les Etats-Unis. On peut penser qu'ils rallieront leur zone d'influence au fur et à mesure qu'ils en obtiendront les moyens, sauf résistances plus ou moins fortes de milieux nationalistes. Nous mettrons dans cette catégorie la Russie et les pays de l'est, l'Inde, certains pays sud-américains et la plupart des pays africains.

Les choix que prendront à terme ces divers pays, vis-à-vis de la conception libérale de la mondialisation et surtout, vis-à-vis de l'hégémonie des Etats-Unis qui s'y exerce, seront déterminants pour l'avenir du monde. Il serait impensable qu'ils puissent résister à la pression

d'ouverture qui résultera de la mondialisation des réseaux de transport et d'échange. Mais ils pourront s'ouvrir à la mondialisation de façon très différente.

Si tous acceptaient progressivement la position de vassaux de la super-puissance américaine, les desseins de celle-ci seraient comblés, au moins durant le siècle en cours. Les acteurs du rêve américain pourraient concrétiser pleinement ce rêve, devenir les organes sensoriels et le cerveau de l'humanité, laissant aux autres les tâches sans gloire de l'intendance.

Si au contraire certains de ces pays n'abandonnaient pas leurs ressorts nationalistes ou leurs spécificités religieuses, et pratiquaient avec leurs armes et pour leur compte la compétition dans l'univers mondialisé, on se trouverait en présence de grands ensembles en concurrence, dont il est rigoureusement impossible aujourd'hui de prédire le devenir. Des pays comme l'Inde et la Chine, mais aussi comme la Russie (à supposer que celle-ci ne rejoigne pas les pays européens que nous évoquons ci-dessous), disposent de tant d'espaces et de population, sinon de ressources, qu'ils peuvent espérer résister durablement sinon victorieusement à l'influence américaine. Ils pourront obliger en tous cas celle-ci à négocier, en vue d'un partage au moins partiel de l'influence globale.

Mais les événements dramatiques du 11 septembre ont mis en lumière, pour le monde entier, le fait que ce ne sont plus seulement aujourd'hui les Etats qui décident seuls. La mondialisation a généré des réseaux multiples d'opposants violents, généralement qualifiés de terroristes, qui circulent comme des virus dans les canaux d'échange du monde mondialisé. L'ensemble des pays démocratiques se livre actuellement à un vaste examen de conscience relativement à ces réseaux, leurs motivations, leurs finalités, les moyens à leur opposer.

### **3. UNE MONDIALISATION A L'EUROPEENNE**

La position des pays européens, face à la mondialisation libérale et à l'hégémonie américaine, est à peu près connue et ne nécessite pas de longs développements, qu'ils s'agisse des Etats-membres de l'Union européenne, de cette dernière agissant en entité institutionnelle dotée d'une certaine autonomie, ou des pays européens voire maghrébins voisins du bassin d'attraction de l'Union (auquel se joindra ou non, plus ou moins complètement, la Russie).

D'une façon générale, ces pays, qui sont des démocraties pluralistes, où les Etats centraux sont relativement peu directeurs, où sont implantées de puissantes entreprises multinationales, offrent toute la gamme des positions possibles face à la mondialisation en général, à la mondialisation libérale et à l'hégémonie américaine en particulier.

On pourrait suggérer ici que si les Pouvoirs Publics nationaux et européens n'affichaient pas des intentions très fermes de résistance, appuyées par une véritable mobilisation des moyens nécessaires, la tendance générale, tant des entreprises que des individus, serait de rejoindre le giron américain, en essayant de profiter au mieux des retombées de leur situation dominante. C'est une position traditionnelle en Grande Bretagne, en Europe du Nord comme en Allemagne, qui ne demande qu'à s'étendre. Les mouvements anti-mondialisation et l'extrême gauche radicale sont loin encore d'offrir des éléments et surtout des perspectives de résistance suffisant à inverser la tendance.

Si par contre, du cœur des majorités réformistes au pouvoir dans ces pays, émergeait la conscience d'une possibilité d'action pour l'Europe permettant à celle-ci d'arbitrer entre les Etats-Unis hégémoniques et les pays hésitant encore à accepter leur domination, les équilibres globaux pourraient être très différents.

Mais il faudrait pour cela que les opinions publiques, soutenues par des hommes politiques véritablement engagés, se prennent au jeu et favorisent l'émergence de solutions alternatives, dans les créneaux où l'Europe peut encore jouer, y compris en termes de Puissance, quelques cartes non encore distribuées.

L'Europe ne peut pas espérer jouer en force. Par contre, elle doit savoir profiter du caractère chaotique de la mondialisation, analysé en première partie. Ceci veut dire qu'une cause mineure peut provoquer d'importantes turbulences et transitions de phase, si elle survient au moment opportun.

Pour maximiser les chances, il faut alors multiplier de façon quasiment anarchique les initiatives et les interventions perturbatrices de l'ordre dominant, en mobilisant pour ce faire tous les acteurs ou agents disponibles, citoyens, entreprises, Pouvoirs Publics et finalement hommes politiques dont le " discours afficheur " devrait jouer le rôle de catalyseur des énergies.

Ce qui est à la portée de quelques organisations terroristes très minoritaires devrait être possible aux Etats européens et à ceux qui se joindraient à eux. Voyons quelques domaines ou l'Europe, pour le bien sans doute de l'humanité entière, devrait reprendre l'initiative, notamment face à une Amérique qui s'interroge et acceptera peut-être des attitudes plus coopératives.

### ***La lutte contre les inégalités***

Si on considère, à tort ou à raison, que le rêve, joliment appelé par Kenan Malik, de " l'homme de l'Unesco " ou de l'homme de l'ONU, demeure valable pour les hommes de ce début de 21e siècle, la mondialisation est évidemment un bien. Grâce à elle peut se mettre en place, certes non sans conflits, une humanité globale disposant de conditions de vie et de développement à peu près équivalentes. Ceci ne découlera pas (ou pas seulement), comme le prétendent les chantres de la mondialisation économique libérale, des bienfaits répandus dans le monde par des entreprises entièrement libres de leur démarche, uniquement guidées par la " main invisible " des marchés. Spontanément en effet, la concurrence tend plutôt à accroître les inégalités et effets de dominance. Cela découlera de la lutte permanente des défavorisés pour accéder au niveau de vie des favorisés, dont la mondialisation culturelle leur donnera des images de plus en plus attirantes, rendant insupportable le fait d'en être écarté. Cette lutte pourra, il est vrai, prendre des formes violentes, mais celles-ci se révéleront sans doute plus symboliques que ne l'étaient les affrontements militaires et des génocides coloniaux et autres ayant marqué le règne des Etats durant les 19e et 20e siècles.

Le rôle de l'Europe devrait alors tenter de soutenir devant l'opinion internationale les revendications à court ou long terme pour un meilleur partage des ressources. Mais afin de ne pas se placer seulement en donneuse de leçons, elle devra donner l'exemple de l'abandon négocié de nombre des privilèges qu'en tant que continent développé, elle dispose encore. Ceci sera-t-il accepté sans conflits violents internes entre les nombreux intérêts loin d'être prêts à une remise en cause, même partielle, de leurs avantages.

### ***La lutte pour un développement durable***

Un effet favorable de l'approche mondialisée est de mieux faire apparaître les impacts du développement de l'espèce humaine et de ses modes de production/consommation sur le milieu environnemental. Il faut absolument pouvoir décrire de façon globale les évolutions prévisibles des courbes de consommation et de pollution. Comme on le sait, l'extrapolation des courbes actuelles indique une marche peut-être déjà irréversible à la catastrophe écologique et environnementale. Aucune réaction d'ampleur ne sera possible sans une action d'ensemble, appuyée sur une observation scientifique globale. Si cette action suppose elle-même pour être efficace que soit abordé et résolu le problème de l'inégalité des diverses populations humaines face aux ressources, elle n'en est pas moins indispensable par elle-même.

Les problèmes méthodologiques et scientifiques soulevés par l'étude du devenir à long terme de l'espèce humaine (par exemple au plan de l'évolution de la démographie face aux ressources) sont d'ailleurs très voisins de ceux nécessaires à la compréhension de l'évolution

du système environnemental terrestre global. Les deux approches devront donc, vu l'urgence liée à la forte probabilité de survenance de catastrophes écologiques, être conjuguées.

On sait comment ces questions ont été abordées depuis quelques années, sous la pression des écologistes et des scientifiques. Après n'avoir recueilli qu'un succès d'estime, l'idée d'étudier puis de contrôler les comportements collectifs susceptibles de dégrader l'environnement commence à prendre corps. Ce sont, en matière d'émission des gaz à effets de serre, avec le protocole de Kyoto, les pays européens qui ont eu le grand mérite de montrer l'exemple, de rallier les pays en développement et finalement d'isoler, sur une position qu'il faut espérer intenable, les Etats-Unis, inqualifiables défenseurs du laisser-faire.

Il ne s'agit évidemment là que d'un domaine du développement durable parmi de nombreux autres. La protection de la biodiversité, la restauration de la vie océanique, les questions d'énergies renouvelables, les questions de santé publique ou de contrôle des naissances, nécessitent toutes des travaux, des négociations, des efforts diplomatiques et finalement des investissements lourds, dont la charge, en l'état actuel des opinions, ne pourra qu'incomber aux pays européens ? Ceux-ci se trouvent face à un choix historique : ou donner l'exemple du désintéressement et du transfert vers les pays pauvres, ou rejoindre les Etats-Unis au lieu d'essayer de les influencer dans le bon sens.

Mais là encore, face aux intérêts à court terme des européens eux-mêmes - dont les industries et services auraient pourtant beaucoup de marchés à gagner en jouant la carte du développement durable - le discours afficheur des hommes politiques est indispensable pour convaincre les opinions publiques.

#### ***L'intensification de la recherche scientifique à très long terme***

Un dernier objectif que l'Europe devrait se fixer, en s'efforçant par des transferts de compétence d'y rallier l'ensemble des Etats actuellement scientifiquement dominés, concerne la recherche scientifique fondamentale, portant par définition sur le moyen ou long terme. Prenons l'exemple du spatial. Si on considère que l'humanité peut jouer un rôle dans l'évolution du cosmos, au moins au niveau du système solaire, tout en s'assurant pour le très long terme des perspectives de sauvegarde hors de ce dernier, il faut dès maintenant mettre en place des politiques d'explorations spatiales bien plus ambitieuses que celles existant aujourd'hui. Ces politiques, vu leur coût et l'effort sans commune mesure de coopération scientifique et technique qu'elles imposeront, ne seront pas envisageables sans une mobilisation convergente de toutes les énergies humaines. En d'autres termes, elles ne seront pas réalisables sans une mondialisation aussi parfaite que possible des sciences et des techniques, sur un pied d'égalité entre partenaires. L'intérêt d'une telle perspective sera par ailleurs de contribuer à aplanir les conflits internes en préparant l'humanité à affronter les risques et inconnus de l'espace profond.

Mais cela n'est pas facilement envisageable dans l'état actuel des rivalités entre puissances. L'Europe, qui a déjà commencé à le faire timidement au sein de l'Agence Spatiale Européenne, devrait faire de bien plus grands efforts pour convaincre de se joindre à elle les forces vives des pays en développement, sur un pied de coopération scientifique et industrielle aussi égalitaire que possible.

Il faudra faire de même dans tous les autres domaines de la recherche stratégique sur investissements majoritairement publics : physique des hautes énergies, astronomie, biologie, sciences sociales et humaines et, finalement, last but not least, robotique, vie artificielle, intelligence artificielle. La coopération avec les pays pauvres sera certainement coûteuse à court terme, mais pour l'avenir, elle renforcera considérablement le potentiel intellectuel des pays européens, face à la domination américaine.

C'est en tous cas la seule chose à tenter si on ne veut pas que tout ce qui sera intéressant en sciences et en techniques dans ce siècle qui commence provienne des Etats-Unis.

#### 4. QUELQUES CONCLUSION ET PROPOSITIONS

La mondialisation est un phénomène complexe, évolutif, très mal connu. Tous ceux qui veulent se positionner utilement à son égard doivent contribuer à l'étudier, sans préjugés méthodologiques ou autres. Les spécialistes des sciences politiques et humaines, comme plus généralement les scientifiques, doivent proposer des modèles du phénomène, les mettre en discussion, les faire interagir avec d'autres modèles élaborés dans d'autres parties du monde. Plus généralement, il faudra faire de ce thème un sujet d'étude et de recherche, ainsi que de formation et de discussion, y compris dans les écoles.

Mais les études ne doivent pas seulement être de la responsabilité des universitaires. Tous ceux, notamment les militants politiques et associatifs qui interviennent sur la question, devraient eux aussi formaliser et mettre en discussion leur propre vision du phénomène, en ne se limitant pas aux banalités les plus répandues.

Les hommes politiques et les représentants des grandes institutions doivent s'engager davantage dans les instances ou les occasions internationales de négociation. Les institutions publiques ne peuvent prendre de positions à la légère, compte tenu des multiples impacts que peuvent avoir celles-ci dans le concert diplomatique. Néanmoins l'excessive prudence actuelle, consistant en fait à fuir les problèmes en évitant de les évoquer, dessert tout le monde. Il existe des institutions internationales (ONU, Unesco) mais aussi des tribunes organisées (G9, OMC), ainsi que des occasions de rencontres multiples, devant lesquels les chefs de mouvements politiques ou syndicats, les responsables d'ONG, les chefs d'entreprises et finalement les chefs d'Etat eux-mêmes doivent désormais se faire un devoir de participer, en s'y exprimant haut et clair. Selon les cas, ils afficheront des propositions ou, mieux, contribueront à l'émergence et à la négociation de décisions collectives. Dans tous les cas, ce faisant, ils prendront mieux conscience de l'état de l'opinion des différents acteurs. La peur des manifestations violentes, qui s'est récemment saisie des institutions face aux événements récents, est un réflexe déplorable. Il faut savoir affronter les opposants, pour retenir d'eux les messages qu'ils font passer.

Les citoyens et militants de toutes sortes qui s'intéressent à la mondialisation doivent plus que jamais s'exprimer et coopérer. L'explosion du nombre et du dynamisme des organisations militantes, dans le tiers monde comme dans les pays riches, qui luttent contre les effets négatifs de la mondialisation, ou d'autres phénomènes comme la pauvreté et la faim, le racisme, etc., doit être considéré comme un excellent symptôme. On s'inquiète du désordre et des contradictions résultant de cette explosion. Mais c'est ne pas avoir compris précisément les nouvelles voies par lesquelles se forgera une opinion publique mondiale (universelle) aussi responsable que possible.

Il n'y a pas d'autres voies pour le moment de faire prendre au sérieux par les politiques des mesures que spontanément ils refusent, comme la taxation des flux financiers spéculatifs, la lutte contre les comportements polluants ou criminels et autres mesures de sauvegarde à portée générale.

On doit espérer également que, du désordre et conflits des opinions, pourront naître des idées originales qui manquent souvent encore. Il faut utiliser systématiquement les nouveaux canaux de formation d'une opinion publique mondiale

Rappelons enfin l'évidence qui s'impose à tous les acteurs, institutionnels ou non, et qui consiste à utiliser systématiquement, et sans prétentions au monopole, les nouveaux canaux de formation d'une opinion publique mondiale que sont Internet et les contenus multimédia en réseau. L'expérience montre qu'aujourd'hui ce sont les fanatismes terroristes qui savent encore le mieux utiliser ces canaux pour sidérer les opinions publiques.

#### **Bibliographie :**

[www.mondialisations.org](http://www.mondialisations.org)  
[www.admiroutes.asso.fr](http://www.admiroutes.asso.fr)